

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Assemblée nationale : adoption du projet de la loi de finances 2024

J.K.M
Libreville/Gabon

L'ASSEMBLÉE nationale a adopté, hier, à une très large majorité, le projet de loi de finances 2024. Une adoption qui témoigne de l'adhésion des députés à l'action du gouvernement et, de manière plus large, à la vision du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). D'autant qu'arrêté en équilibre à 4 162,03 milliards de nos francs, ce texte vise à matérialiser les priorités poli-

tiques, économiques et sociales déclinées par le CTRI au lendemain de sa prise de pouvoir, le 30 août dernier.

Évalué à 594,98 milliards de francs CFA, le budget d'investissement connaît une hausse substantielle de 14,29 % comparativement à l'exercice précédent. Ce qui devrait se traduire par un accent tout particulier en matière d'entretien des routes, de construction de diverses infrastructures, d'amélioration des réseaux d'adduction d'eau et d'électricité, de réhabilitation des voiries, etc. Autant de secteurs qui nécessitent une action

franche, déterminée et efficace des pouvoirs publics pour résorber le retard que notre pays a accumulé ces dernières années. Histoire d'améliorer de façon significative les conditions de vie des populations.

En tout cas, les ministres des Comptes publics, Charles Mba et de l'Économie, Mays Mouissi, porteurs du texte, auront su convaincre, à coups d'arguments, les députés de la nécessité de soutenir les prévisions et prétentions budgétaires du gouvernement. C'est dire que fort d'un tel soutien, celui-ci se doit véritablement de se distinguer en étant dans l'action et sur le terrain, quand bien même sa vocation première est la restauration des institutions.

Pour autant, après les dépu-



Photo: Sylvain MAGANGA

Les députés ont adopté à une très large majorité le projet de budget 2024.

tés, reste à savoir si les sénateurs pourront à leur tour approuver le projet de budget au cours de cette session censée s'achever le dernier jour ouvrable du mois en cours. À défaut, le Parlement pourrait

connaître une session extraordinaire pouvant permettre à ses membres d'évacuer totalement cette question. Vu que le texte doit être adopté en des termes identiques par les deux Chambres du Parlement.

Maintien de la paix en Afrique : le Gabon fait adopter une résolution à l'Onu

A.M
Libreville/Gabon

C'EST une victoire diplomatique devrait-on dire. Le Gabon, bien que suspendu des instances de l'Union africaine (UA), à la suite des événements du 30 août dernier, n'est pas pour autant resté inactif sur le plan diplomatique.

En effet, épaulé par le Mozambique et le Ghana, pays avec lesquels il formait le groupe des "A3" au Conseil de sécurité de l'Onu, le Gabon n'a pas laissé tomber sa mission pour convaincre le Conseil de sécurité des Nations unies de la nécessité d'accompagner davantage l'organisation panafricaine dont il est pourtant suspendu des activités, dans ses efforts pour le maintien de la paix sur le continent. Et, c'est avec succès qu'il est parvenu à faire adopter la résolution 2719 (2023) jugée historique sur le financement des opérations de soutien à la paix menées par l'organisation continentale.

À quelques jours de la fin du mandat du Gabon au Conseil de sécurité de l'Onu, les représentants de notre pays au sein de l'instance mondiale réussissent



Photo: DR/L'Union

L'ambassadeur du Gabon aux Nations unies, Michel Xavier Biang.

à faire adopter une "résolution historique" qui selon eux, est en phase avec le Nouvel agenda de l'Onu pour la paix. "C'est une victoire pour l'Union africaine et les A3", se sont-ils réjouis sur les réseaux sociaux.

La satisfaction a été quasi identique du côté du siège social de l'UA à Addis-Abeba (Éthiopie), où l'on salue l'adoption de cette résolution. "Il s'agit d'un développement historique qui démontre le partenariat croissant entre l'Union africaine et l'Onu. Je félicite l'A3 pour sa détermination à obtenir cette résolution", a réagi par le même canal Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA.

CESE/1re session ordinaire : un avis sur la loi de finances 2024 et bien d'autres contributions

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Après vingt-huit (28) jours de travaux, la 1re session ordinaire du Conseil économique, social et environnemental (CESE) de la Transition s'est achevée hier. Cela en présence du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique représentant le Premier ministre empêché, de la présidente du Sénat et d'autres personnalités du gotha politique et diplomatique. Les soixante (60) conseillers membres sont donc rentrés en intersession. Et ce, jusqu'au mois de février prochain, conformément aux textes régissant la plus vieille institution du pays, par ailleurs la dernière à avoir été réhabilitée par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).

Lors de son allocution circonstancielle, la seule prononcée à cette cérémonie solennelle de clôture, le président du CESE, Séraphin Moundounga, n'a pas manqué de dresser le tout premier bilan de l'institution qu'il



Photo: Scott NGOKILA

Le président du CESE prononçant son allocution en présence du représentant du Premier ministre.

chapeaute. "Le CESE a procédé à l'élaboration et l'adoption de son règlement intérieur, a adopté une contribution qui a été transmise aux institutions présentes dans le cadre de la future concertation nationale. Le CESE a également rendu un avis sur le projet de loi de finances 2024 et adopté aussi un ensemble de propositions aux gouvernants dont une sur cette question de réconciliation nationale", a-t-il déclaré.

Un bilan loin d'être lapidaire au regard du peu de temps ayant été

imparti aux membres du CESE. Occasion donc pour la tête de file de ladite institution de remercier les conseillers membres et l'administration pour le travail abattu. "(...) En remerciant les membres du bureau du Conseil, je remercie également les conseillers membres ainsi que le secrétariat général et tout le personnel pour leur contribution à l'examen du budget général de l'État ayant abouti à l'avis qui sera transmis au gouvernement dès ce soir", a-t-il précisé.